

LA VICTOIRE DE DAVID CAMERON, UNE DEFAITE POUR L'UNION EUROPEENNE ?

8 mai 2015

1 Grâce à sa nette victoire aux législatives de jeudi, le Premier ministre britannique devrait organiser d'ici 2017, comme il l'a promis aux eurosceptiques, un référendum sur la sortie du pays de l'Union européenne. Cette victoire surprise et spectaculaire de David Cameron est-elle aussi un camouflet pour l'Europe ?

La victoire du parti conservateur est effectivement nette mais c'est encore plus une victoire surprise, puisque tout le monde voyait les deux principaux partis au coude à coude mais surtout peu d'analystes envisageaient la capacité du Premier ministre sortant David Cameron à constituer un gouvernement sans la nécessité d'une coalition avec une autre formation politique comme cela a été le cas de 2010 à 2015 entre conservateurs et libéraux démocrates.

La campagne électorale s'était fortement centrée sur l'économie et le bilan de l'équipe sortante et l'Europe a moins été au cœur du débat. Mais maintenant David Cameron va pouvoir (devoir ?) mettre en œuvre le [« conservative party manifesto 2015 »](#) qui est très clair et très raide sur les questions européennes. Outre une volonté claire de pouvoir réfréner l'immigration et d'encadrer le pouvoir de la cour européenne des droits de l'homme, le manifeste reprend de façon non ambiguë l'engagement pris dès janvier 2013 par David Cameron : négocier avec les partenaires européens du Royaume-Uni une réforme des relations entre le Royaume et l'Europe (s'ils le veulent bien !) puis soumettre le résultat par référendum aux électeurs avant fin 2014, dans une logique « in out » pouvant éventuellement aboutir au fameux « Brexit », la contraction de British exit. La sortie britannique de l'Europe est donc désormais une possibilité, ce qui n'est pas favorable au projet européen et va générer de nombreuses supputations, incertitudes et remettre sur la table la question de l'Europe.

Plus globalement, la position de David Cameron tient compte de l'état de l'opinion (composante anti européenne des électeurs conservateurs, concurrence de l'UKIP) mais renvoie à une longue tradition britannique limitant l'Europe à une simple zone de libre-échange mais avec les plus grandes réserves à tout système d'intégration politique, en résonance par exemple avec l'héritage thatcherien, combinant le « I want my money back » de 1984, le soutien à l'Acte unique de 1986 et le discours de Bruges de 1988 viscéralement anti fédéraliste.

2 Plus largement, traduit-elle une poussée de l'euroscepticisme dans tout le continent ? Comment l'expliquez-vous ?

Bien plus que ces résultats de l'élection britannique, une démonstration bien plus cinglante de l'euroscepticisme a été donnée lors des élections européennes de juin 2014 : les différents partis politiques anti européens ont capté 25% du total des suffrages exprimés !

Par ailleurs on a vu apparaître une forte divergence parmi les grands pays européens entre pays montrant un fort attachement à l'Europe dans sa configuration actuelle : Allemagne, Italie, Espagne (en dépit de montée d'oppositions minoritaires comme *Alternativ für Deutschland* en Allemagne) d'une part, et deux grands pays ayant apparemment des questions existentielles quant à l'Europe : le Royaume-Uni et la France, dans lesquels l'UKIP et le Front National était arrivés clairement en tête. N'oublions pas depuis l'arrivée de *Syriza* aux affaires en Grèce au début 2015.

Comme tous les mouvements d'opposition, l'euroscepticisme capte différents motifs d'opposition : le refus de toute intégration européenne supplémentaire, le caractère démocratique de la construction européenne, l'hostilité à la bureaucratie bruxelloise, l'opposition aux politiques économiques menées depuis la crise de la zone euro fin 2009, les questions d'identité nationale, les affaires d'immigration intra et extra européenne etc...

3 L'élection britannique a également été marquée par une percée des nationalistes écossais ? Que cela vous inspire-t-il ? La montée de l'euroscpticisme s'accompagne-t-elle d'un retour des régionalismes ?

Le succès du Scottish National party de Nicola Sturgeon, qui a d'une certaine manière autant gagné les élections que David Cameron, est tout à fait spectaculaire : 50% des voix écossaises, 56 sièges sur 59 possibles, quelques mois seulement après un référendum sur l'indépendance écossaise (55,3% contre l'indépendance, 44,7% pour). L'Ecosse est à gauche (les conservateurs ont fait moins de 15 des voix contre 37% au niveau national !) et a donc plébiscité un [programme](#) totalement orthogonal aux options conservatrices : renforcement de l'état providence et augmentation - légère - des dépenses publiques et des impôts sur les revenus et patrimoines les plus élevés, désarmement nucléaire, fort engagement européen : le SNP demande ainsi pour le référendum promis par David Cameron une double majorité empêchant l'Ecosse de quitter l'UE si une majorité d'Ecossais s'y opposent... Bref l'affaire écossaise et son effet domino (les Anglais vont finir par se demander pourquoi ils n'ont pas leur propre assemblée régionale) n'a pas fini de remplir l'espace public et de donner des migraines à l'ancien nouveau Premier ministre.

Ces événements écossais s'inscrivent d'une certaine manière dans le mouvement de « nationalisme régional » décrit et surtout décrié par l'économiste Laurent Davezies dans son récent ouvrage sur « [le nouvel égoïsme territorial](#) », selon lequel les régions riches ne veulent plus payer pour les régions pauvres et s'opposent désormais aux mécanismes de cohésion territoriale opérés par des mécanismes de péréquation financière nationale. Rappelons à ce titre que le gouvernement conservateur devra mettre en œuvre des mécanismes massifs de dévolution à l'Ecosse sur lequel il s'était engagé avec les travaillistes et les LibDems pour faire échec à l'indépendance écossaise en septembre dernier.